



**Contribution d'Altitude sur le projet de
recommandation sur la mise en œuvre de l'obligation
de complétude des déploiements des réseaux en fibre
optique jusqu'à l'abonné**

Décembre 2024

Version non confidentielle

Altitude remercie l'Autorité pour le document mis en consultation publique. Celui-ci adresse un certain nombre de sujets qu'Altitude Infra adresse déjà de façon proactive, afin de garantir la meilleure qualité de services et la couverture la plus large au bénéfice des clients finaux.

Altitude vise en effet depuis l'origine une couverture FTTH la plus étendue possible sur les réseaux dont elle assure le déploiement, et met en œuvre des démarches visant à identifier les locaux susceptibles d'être raccordés à la fibre et à lever les obstacles au déploiement de la fibre jusqu'à l'abonné.

Altitude souhaite néanmoins attirer l'attention de l'Autorité sur le fait que le document traduit des évolutions importantes des obligations des opérateurs d'infrastructure (OI), qui arrivent de surcroît tardivement eu égard aux déploiements déjà effectués, avec des effets rétroactifs potentiels majeurs pour l'OI.

Ces évolutions souhaitées par l'Arcep sont de nature à placer les OI sans dans une situation d'insécurité juridique quant à l'étendue de leurs obligations, et engendrent une charge supplémentaire de traitement pour tracer l'ensemble des difficultés qu'ils rencontrent dans le cadre de leurs activités. Altitude s'interroge par ailleurs sur la volumétrie des problèmes que ce document vise à résoudre, qui n'est pas précisée.

Altitude Infra regrette également que plusieurs sujets, pourtant essentiels pour parvenir à couverture intégrale du territoire, ne soient pas ou insuffisamment adressés par le projet mis en consultation.

C'est le cas en premier lieu de l'accès au référentiel des lignes de cuivre actives, dont le projet mis en consultation indique qu'il constituerait un référentiel adapté pour identifier l'appétence des utilisateurs finaux en connexion à très haut débit, sans en tirer toutefois les conséquences auprès d'Orange. Altitude réitère donc son souhait de disposer en temps utile d'une vision complète sur le parc de lignes cuivre actives (ou inactives depuis moins de 24 mois), ainsi que l'ensemble des informations d'adresse ou d'accès associées.

C'est le cas en second lieu de la couverture de l'ensemble des surcoûts associés à la mise en œuvre des nouvelles obligations mises à la charge des OI, et notamment celles conduisant l'OI à devoir réaliser les travaux nécessaires à la réalisation des raccordements les plus onéreux.

Ce dernier sujet est d'autant plus essentiel que l'Arcep entend retenir dans son projet une approche beaucoup plus stricte de la notion de complétude, qui s'étendrait au-delà de la simple disponibilité d'un PBO permettant de desservir l'ensemble des locaux en aval, et inclurait la réalisation de tous les travaux nécessaires à la construction du lien PBO-PTO.

Or, la réalisation des travaux liés aux raccordements dits « complexes » nécessite des financements importants, qui n'existent pas à ce jour. Les RIP sont de plus particulièrement concernés, puisque la plupart des raccordements de cette nature sont situés dans les zones périurbaines ou rurales.

Altitude invite donc l'Arcep à prendre les mesures qui s'imposent pour résoudre au plus vite ces deux problématiques, qui constituent des préalables nécessaires à la couverture FTTH intégrale du territoire.

Par ailleurs, Altitude souhaiterait formuler un certain nombre de remarques de bon sens sur le document qui nécessite de profondes modifications avant sa publication définitive.

1. Une modification de certaines définitions et décisions antérieures avec des conséquences importantes et non évaluées

a. *Evolution de la notion de locaux « Raccordables », pourtant centrale dans l'évaluation de la complétude d'une zone*

Le document entend redéfinir la notion de logements et locaux à usage professionnel « raccordables ».

Jusqu'à aujourd'hui, la notion de raccordable définie par l'Arcep, et reprise dans le cadre des travaux Interop', renvoyait à la notion de logements et locaux rattachés à un PBO mis à disposition (ci-après MAD). Cette interprétation est confirmée par la lecture des décisions antérieures de l'Arcep, notamment la définition figurant en Annexe 1 de la décision 2015-0776 : « *Ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique raccordable (ou simplement ligne raccordable) : ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique présentant une continuité optique entre le point de mutualisation et le point de branchement optique, ou entre le point de mutualisation et le dispositif de terminaison intérieur optique si le point de branchement optique est absent. On parle également de logement ou local à usage professionnel raccordable pour désigner le logement ou local à usage professionnel logement ou correspondant.* »

Le document mis en consultation publique traduit une évolution du périmètre de cette notion, pourtant établi depuis l'instauration du cadre symétrique en zone moins dense, alors même que la majorité des prises ont déjà été déployées, avec un effet rétroactif sur le parc : l'Autorité considère désormais que l'existence d'une continuité optique entre le PM et le PBO est une condition nécessaire mais non suffisante, et qu'il serait nécessaire au surplus que les locaux puissent être effectivement raccordés afin de maintenir le statut de raccordable.

Ce faisant, l'Arcep élabore des règles nouvelles par rapport au cadre réglementaire existant, qui devraient en tant que telles donner lieu à une évolution du cadre symétrique. Ces règles sont de surcroît plus contraignantes à l'égard des OI, ce qui les expose à des risques majeurs à l'égard de leurs délégants, de leurs cofinanceurs et du régulateur, et leur fait grief à ce titre.

L'introduction de ces nouvelles règles appelle plusieurs commentaires de la part d'Altitude.

Premièrement, si l'on va jusqu'au bout de la logique suivie par l'Arcep, elle implique pour l'OI une obligation de résultat sur le raccordement, sans tenir compte des problèmes éventuels susceptibles d'empêcher la réalisation de ce raccordement, survenant en domaine privé par exemple. Ainsi l'OI, si l'on suit le raisonnement de l'Arcep, ne devrait pas passer au statut raccordable un IMB qui ne pourrait pas être raccordé du fait par exemple du refus du propriétaire de réaliser des travaux en domaine privé afin de permettre le passage de la fibre, quand bien même le réseau serait entièrement déployé jusqu'au domaine privé et l'OI n'aurait aucune prise sur le refus du propriétaire.

Deuxièmement, elle vient en contradiction avec la suite du document, notamment à la section 3.1¹, qui indique que dans un certain nombre de cas où le local n'est pas effectivement raccordable, il dispose malgré tout du statut de raccordable, à l'état de gel par exemple, ce qui n'est pas cohérent.

Pour Altitude, cette contradiction illustre les complexités théoriques et opérationnelles associées à cette nouvelle approche, que la notion de "prises raccordables" jusqu'à présent retenue (ie. PBO déployé) permettait précisément d'éviter. Cela contribue à renforcer l'interprétation que le statut raccordable ne renvoie qu'à la mise à disposition du PBO.

[SDA]

Quatrièmement, l'Autorité entend contrôler la complétude, selon la nouvelle notion de raccordable y compris les gels, alors même que l'OI n'a pas la maîtrise d'un certain nombre de cas, comme le reconnaît d'ailleurs l'Arcep. L'OI pourrait donc être sanctionné pour manquement à l'obligation précitée alors même que toutes les actions en son pouvoir auraient été menées et le réseau présent et déployé sur le terrain.

Ce risque est d'autant plus concret que la consultation ne fournit aucune indication sur la méthode d'évaluation des différents justificatifs attendus par l'Arcep, ce qui place les OI dans une situation d'incertitude quant à la validité et l'opposabilité de la documentation collectée.

Altitude souhaiterait à cet égard que l'Autorité définisse précisément les actions de contrôle qu'elle mène ou menait sur le cuivre pour contrôler le bon raccordement des nouveaux locaux sur le réseau cuivre afin de justifier le caractère proportionné des nouvelles recommandations qu'elle entend prendre.

Pour toutes ces raisons, Altitude estime que la définition actuelle de « raccordable » ne doit pas être modifiée, notamment au titre de la sécurité juridique et de la stabilité des normes. Altitude invite le cas échéant l'Arcep à introduire à la place une nouvelle notion, qui viendrait en complément de la notion actuelle de « raccordable », sans toucher au cadre actuel.

En toute hypothèse, Altitude souhaite rappeler qu'en l'état de la réglementation, la complétude des réseaux ne s'évalue pas autrement que par la pose des PBO et la mise à

¹ « A contrario, dès lors que le PBO a été déployé, tout obstacle empêchant le raccordement correspond à un gel commercial au sens de la présente recommandation »

disposition d'une continuité optique entre le PM au PBO, et ne saurait être remise en cause par des cas de refus, blocages ou gels injustifiés ou insuffisamment justifiés (au bon vouloir de l'Arcep) affectant le tronçon de raccordement.

b. Immeuble neuf

L'Autorité entend préciser la notion « d'Immeuble neuf ». Selon la définition proposée, un IMB serait neuf si son permis de construire (ci-après PC) ou sa déclaration préalable de travaux (DP) est postérieur à la MAD du PM.

Altitude souhaite retenir un jalon différent. Il conviendrait en effet de prendre en compte tous les PC ou DP délivrés postérieurement au relevé de boîtes aux lettres (ci-après RBAL), ou au plus tard au moment de l'avant-projet définitif (ci-après APD) et/ou avant le dimensionnement du transport. Passé cette date, les études sont finalisées et les déploiements commencent alors que le PM n'est pas encore MAD.

Tout élément venant se rajouter après l'APD ne peut être pris en compte aisément en phase de construction pour une raison de dimensionnement de réseau. Dès lors les permis de construire ou déclarations préalables de travaux après cette date font référence à des IMB neufs au regard du dimensionnement initial du réseau.

Altitude rappelle à cet égard que :

- le code de l'urbanisme prévoit depuis au moins 1986 que le bénéficiaire de la demande puisse se voir imposer les travaux en domaine public ;
- l'obligation de préfibrage des immeubles date de 2017.

Aussi, dans ses plans d'affaires puis dans ses études et travaux, Altitude s'est appuyé sur le cadre législatif existant. Les modifications proposées, au-delà de leur caractère extrêmement tardif, peuvent avoir des répercussions financières non négligeables et non prévues.

Altitude considère que ces cas vont augmenter le nombre de raccordements complexes, alors même que le promoteur ou le propriétaire aurait pu aisément contacter l'OI pour avoir un PAR prévisionnel, et inclure les coûts associés à la mise à disposition du GC dans l'assiette des coûts de construction du chantier.

L'Autorité cherche ainsi à faire supporter à l'OI l'inconséquence et les obligations d'acteurs tiers, qui plus est sans prévoir ou évoquer les contreparties financières associées. Ces demandes sont dès lors déraisonnables.

c. Modifications des délais de déploiement

L'Autorité entend modifier, dans une recommandation, des délais fixés dans la décision 2020-1432.

Ainsi, le document indique pour les IMB dont le permis de construire a été délivré avant la mise à disposition du PM : « *Concernant les immeubles dont l'autorisation d'urbanisme a été délivrée avant la mise à disposition du point de mutualisation mais dont la livraison est postérieure à la mise à disposition du point de mutualisation et ayant été signalés à l'opérateur d'infrastructure, l'Autorité recommande que ce dernier assure, dans un délai raisonnable, qui ne devrait pas excéder six mois à compter du signalement, l'équipement en fibre optique des logements et locaux à usage professionnels de ces immeubles, y compris lorsque le délai de complétude n'est pas échu.* »

La décision de 2020 imposait au contraire à son article 4 que : « *Dès lors que, dans la zone arrière d'un point de mutualisation donné, le délai prévu à l'alinéa 4 de l'article 3 de la décision n° 2010-1312 en date du 14 décembre 2010 de l'Autorité est arrivé à son terme, l'opérateur d'immeuble assure l'équipement et le raccordement des nouveaux logements et locaux à usage professionnel issus de la construction d'un immeuble neuf, d'un lotissement neuf ou d'une maison individuelle neuve, dans un délai raisonnable à compter de la mise à disposition des infrastructures nécessaires.*

Ce délai ne peut excéder trois mois à compter de cette mise à disposition sauf s'il n'a reçu, dans un délai de préavis de trois mois, les informations nécessaires de la part du maître d'ouvrage, constructeur ou promoteur. »

Dans le cas où ce délai n'était pas échu, le déploiement devait s'effectuer selon le même calendrier que le reste de la zone. Altitude considère qu'une telle modification doit donc nécessairement passer par une nouvelle décision symétrique.

2. Une appétence pour la fibre impossible à évaluer

L'Autorité entend demander aux OI (qui n'a pas de contact avec les clients finaux) de rendre raccordables les locaux raccordables à la demande qui disposent encore (ou ont disposé dans les 24 derniers mois) d'une ligne cuivre.

Toutefois, Altitude a demandé maintes fois dans le cadre de la décision n°2023-2802 à disposer de ces informations de la part d'Orange. L'Arcep a toujours refusé d'imposer à Orange la transmission de ces informations à l'OI FttH de la zone. Seules les collectivités, sous réserve de la signature d'un accord de confidentialité, en disposent. Ainsi, Altitude ne voit pas par quel moyen il pourrait procéder à l'analyse demandé par l'Autorité.

Au-delà, Altitude attire l'attention de l'Autorité sur les difficultés qui persistent sur le croisement des bases cuivre et fibre. Ce croisement nécessite en effet un travail considérable pour être fiable sur chaque local, d'autant que la base cuivre n'a pas été mise à jour depuis un certain temps et n'utilise pas les derniers référentiels d'adresses.

Cette demande n'est donc réaliste que si l'Autorité impose à Orange la fourniture des données sur la base des données de la BAN, seul référentiel national permettant de comparer avec certitude des adresses.

Enfin, cette notion d'appétence liée à la présence d'un accès cuivre demeure fragile. En effet, les retours des OC sur les suspensions d'accès sur les premiers lots de fermeture démontrent que dans un certain nombre de cas les clients ne réagissent pas, voire indiquent bien comprendre qu'une coupure aura lieu mais ne souhaitent pas migrer. Dès lors, en l'absence d'une demande effective d'accès à la fibre, il pourrait être économiquement inefficace de déployer ces accès de façon proactive.

A titre palliatif, les OC pourraient communiquer l'information de l'appétence de leurs clients, en les sollicitant proactivement et en remontant cette donnée vers l'OI.

3. Un alourdissement conséquent des charges reposant sur les OI

Le projet mis en consultation impose aux OI la réalisation d'un nombre particulièrement élevé de démarches aux fins de démontrer que leur réseau a été entièrement déployé, qui conduisent *in fine* l'OI à devenir comptable de l'ensemble des difficultés susceptibles de survenir dans ce cadre, y compris en cas d'obstacles liés à des causes ne relevant pas de leur responsabilité.

Altitude souhaite ainsi alerter l'Arcep sur la nécessité de ne pas reporter sur les OI les obligations pesant sur d'autres acteurs. Les OI n'ont en effet pas vocation à suppléer les carences des promoteurs qui omettraient de les contacter pour le raccordement des immeubles neufs. De même, les OI ne sauraient être sanctionnés pour des refus opposés par des tiers pour le seul motif qu'ils seraient considérés comme insuffisamment documentés (du point de vue de l'Arcep), et alors même qu'il est dans leur intérêt de raccorder le plus grand nombre de locaux possible.

Ainsi, et sans reprendre de façon exhaustive l'ensemble des nouvelles charges prévues par le document en consultation, il est demandé aux OI, sans compensation financière, de mettre en œuvre les actions suivantes :

○ **Identifier les promoteurs/propriétaires.**

Altitude souligne que si elle mène un travail d'identification, il ne peut lui être demandé d'identifier 100% des PC et DP. Altitude considère qu'il revient au demandeur du permis de construire de contacter l'OI, comme cela est le cas sur l'ensemble des autres réseaux (eaux, gaz, électricité...). Il ne saurait être reproché à l'OI de ne pas avoir identifié un IMB ou de ne pas être parvenu à contacter le demandeur du PC/DP.

Le sujet est le même pour l'identification des immeubles neufs, il ne peut être reproché à Altitude de ne pas connaître précisément l'état d'avancement des immeubles neufs. Altitude ne dispose pas de moyens pour évaluer en temps réel les délais de construction ou identifier les décalages par rapport aux calendriers fournis en début de projet. De plus, Altitude ne dispose d'aucun levier juridique ou contractuel pour que les promoteurs et propriétaires respectent les délais annoncés ou lui signalent en temps réels les retards éventuels.

- **Ecrire, par courrier recommandé, aux interlocuteurs identifiés des cas de gels/refus/blocages tous les trois ans et en cas « d'évènement susceptible de modifier le comportement des tiers ».**

Altitude ne comprend pas ce que recouvre cette dernière notion et la trouve particulièrement floue, au-delà des cas précisés par l'Arcep (imminence de la fermeture du cuivre).

Une fois le délai de complétude atteint, imposer aux OI une obligation de relance *ad vitam* constitue une charge disproportionnée, et semble incompatible avec l'article L33-6 du CPCE qui impose l'envoi de deux notifications pour acter le refus d'un syndic.

Cette charge complémentaire semble de plus tout à fait inefficace, car il est peu probable qu'un propriétaire réfractaire décide subitement de changer d'avis à réception d'un courrier de relance. Un tel changement serait en revanche davantage susceptible de survenir en cas de changement de propriétaire, qui ne manquerait pas alors de se manifester spontanément auprès des opérateurs ou de sa commune pour être raccordé au réseau.

Les OC ont dans ce cadre un rôle à jouer, en informant systématiquement l'OI des causes d'échec ou d'annulation de commande, et en contactant l'OI pour le compte du client final. Ce process permet à l'OC de garder le contact avec le client final et s'inscrit naturellement dans les pratiques actuelles.

Plus globalement, ce travail de relance *ad vitam* est extrêmement chronophage pour un résultat marginal. Les équipes d'Altitude Infra n'étant pas dimensionnées pour assurer un tel suivi, la mise en place de cette obligation se traduirait nécessairement par un accroissement de la masse salariale, et donc des coûts, des OI, à nouveau sans que la question de la couverture de ces surcoûts ne soit abordée.

Afin de résoudre concrètement ces difficultés, Altitude invite l'Arcep à travailler sur l'élaboration de dispositions légales permettant à l'OI d'imposer le passage du réseau. Le Maire dispose à cet égard du pouvoir d'imposer des servitudes ou la réalisation de l'élagage, pouvoir qu'il n'utilise pas systématiquement, particulièrement en période électorale.

- **Apporter la preuve documentée que toutes les diligences ont été réalisées.**

Altitude rappelle sur ce point qu'aucune disposition n'imposait jusqu'alors aux OI de conserver ces éléments. Ainsi, si Altitude réalise systématiquement les diligences visant à débloquent les cas de refus et les obstacles qu'elle rencontre dans le déploiement du réseau, et a constitué une base de justificatifs la plus exhaustive possible, il est possible qu'elle ne dispose pas de l'ensemble des éléments demandés pour les réseaux les plus anciens ou pour les réseaux qu'elle a rachetés (parfois dans des conditions de transition difficiles).

Il en va de même pour les réseaux en affermage, dont la construction a été réalisée par les délégants qui n'ont pas nécessairement collecté ou transféré à Altitude les éléments visés par l'Arcep. Enfin, il faut souligner que dans un certain nombre de cas, il n'est pas possible d'identifier le tiers responsable du blocage/gel.

Par conséquent, l'application de ces nouvelles demandes de l'Arcep ne pourrait être valable que pour l'avenir. Sanctionner l'OI, en prétextant de l'incomplétude de son réseau, sur la base de recommandations aussi tardives apparaîtrait en effet disproportionné et contraire au principe de non-rétroactivité.

Plus globalement, la situation que semble vouloir dessiner l'Arcep, où l'OI devient le responsable putatif de l'ensemble des difficultés liés aux déploiements et aux raccordements, est contreproductive et conduit nécessairement à une déresponsabilisation de ceux sur lesquels portent ces obligations aujourd'hui.

Ainsi les promoteurs pourraient chercher à faire l'économie de contacter l'OI si celui-ci a l'obligation de les contacter. Or si l'OI est connu et dispose d'une page web dédiée, le promoteur/propriétaire ne l'est pas nécessairement et il peut être compliqué de le contacter.

Par ailleurs, l'obligation de contacter ces acteurs n'est assortie d'aucune obligation de leur part d'y répondre. Il conviendrait ainsi de travailler à des évolutions réglementaires destinées à contraindre ces acteurs de répondre aux sollicitations des OI.

Ces nouvelles obligations risquent par ailleurs d'entrer dans le champ d'application du RGPD, l'OI manipulant et stockant des données relatives à des particuliers. Il convient dès lors de prévoir un délai au-delà duquel ces données devront être supprimées. Le document est aujourd'hui muet sur le sujet.

4. Alourdissement des fichiers IPE, nécessitant des modifications Interop', à des fins de justifications

Altitude souhaite rappeler en premier lieu que l'objet des fichiers IPE consiste à informer les opérateurs commerciaux sur le statut des différents IMB identifiés sur l'empreinte du réseau, pour leur permettre de proposer des offres commerciales et de disposer des informations techniques nécessaires à la réalisation du raccordement.

L'ARCEP entend désormais donner une valeur juridique à ces fichiers purement techniques, en en faisant une source de preuve à charge contre les OI, qui lui permettrait de contester les cas de blocages ou de gels identifiés par l'OI et de sanctionner un défaut de complétude selon des paramètres définis ex post. Altitude conteste cette instrumentalisation de la documentation interopérateurs, et rappelle n'être tenue d'aucune obligation réglementaire concernant l'enrichissement des fichiers IPE avec la nomenclature indiquée dans le projet de consultation.

A cet égard, l'Autorité souhaite enrichir l'IPE avec de nouvelles informations relatives aux IMB neufs. Altitude souhaite souligner que ces modifications prendront nécessairement du temps² et que l'utilisation effective des modifications souhaitées se fera probablement vers la fin du plan de fermeture cuivre vidant de sens l'usage que l'Autorité souhaite en faire.

Concernant l'utilisation du champs DLPI, Altitude a plusieurs fois indiqué à l'Autorité que la date remontée par les promoteurs était très peu fiable. Altitude a notamment mené une étude à l'échelle d'un département qui montre que, dans plus de 50% des cas, la DPLI est échue alors que le bâtiment n'est toujours pas sorti de terre. De plus, les promoteurs ne répondent pas nécessairement aux sollicitations de l'OI et ne savent parfois pas eux même à quelle date ils livreront l'IMB. Dès lors, il convient d'être particulièrement prudent dans l'utilisation, et les obligations, qui pourraient découler de ces informations.

En particulier, il ne pourrait être raisonnablement tenu compte de cette date pour qualifier la non-atteinte de la complétude sur une zone.

5. Facturation de la prise en exploitation

Concernant les prestations associées au raccordement des immeubles neufs, Altitude rappelle que les infrastructures en domaine public, dans le droit du terrain, restent la propriété exclusive du propriétaire de l'IMB (particulier ou syndic). Afin qu'en tant qu'OI Altitude puisse utiliser cette infrastructure, il est impératif :

- Que l'OI dispose d'un droit d'usage de l'infrastructure,
- Que le propriétaire garantisse à l'OI de respecter les obligations qui lui incombent en tant que propriétaire d'infrastructures en domaine public (notamment la réponse aux DT-DICT)

Ces éléments sont essentiels car leur non-respect peut directement impacter l'OI dans le respect de ses engagements et obligations. Ils sont donc un prérequis au déploiement des prises concernées.

Il appartient au propriétaire/syndic, en cas de besoin, de contractualiser auprès d'une entreprise qui pourra assurer l'exploitation de son infrastructure.

² Travaux à mener : spécification, développement, implémentation, interconnexion, peuplement.

A noter que nous encourageons tous les bureaux d'étude qui nous contactent à proposer ce type de prestation afin que l'OI puisse déployer les prises.

6. Raccordements des ZAC

Le projet de recommandation indique qu'il n'existe pas à ce jour d'obligation pour l'aménageur de déployer des câbles en fibre optique sur le domaine public des ZAC à aménager, et que ces travaux seraient par conséquent à la charge de l'OI au titre de l'obligation de complétude, y compris dans les ZAC neuves non couvertes par des ZAPM mais à proximité immédiate du réseau d'un OI.

Il s'agit à nouveau d'une extension du périmètre d'intervention de l'OI, générant des surcoûts pour les OI liés aux déploiements dans la partie correspondant au « domaine public de la ZAC » et aux versements des redevances d'usages des fourreaux construits et exploités par les gestionnaires des ZAC.

L'instauration de cette nouvelle règle génère par ailleurs une forte insécurité juridique à plusieurs titres :

- La répartition des responsabilités entre aménageurs et OI demeure incertaine, faute de précision sur le périmètre du droit du terrain de chaque local au sein de la ZAC ;
- [SDA]
- Elle renforce les différences de traitement avec les autres réseaux (eau, électricité, gaz) et est donc source de confusion pour tous les acteurs (OI, aménageurs, collectivités), et est en tant que telle de nature à multiplier les contentieux sur le sujet.

* * *

Conclusion

Le document apparaît gravement déséquilibré au détriment des OI, en attribuant à l'Arcep un pouvoir de contrôle et d'interprétation extrêmement large pour apprécier l'atteinte cumulative de pas moins de 26 nouvelles obligations, tout en revenant sur des principes réglementaires et des définitions établis de longue date.

Il convient de souligner que l'ensemble des demandes formulées par l'ARCEP dans le cadre de cette consultation arrivent tardivement dans le processus de déploiement. De plus, le caractère tardif de ces nouvelles demandes génère des coûts supplémentaires significatifs, non anticipés dans nos plans d'affaires initiaux.

Cette situation est d'autant plus préoccupante lorsque l'on met en perspective le taux de pénétration observé sur le lot 1 (et bientôt le lot 2) de fermeture technique du réseau cuivre. Les données actuelles soulèvent des interrogations légitimes quant à une possible migration des clients cuivre non pas vers la fibre mais au profit d'une autre technologie (comme la 4G/5G et satellite).

Ceci crée un effet de ciseau défavorable pour les OI RIP : d'une part, une augmentation des charges imposées par de nouvelles contraintes réglementaires, d'autre part un risque d'érosion du taux de pénétration. Cette configuration pose la question légitime quant à la pérennité du modèle économique des réseaux ruraux. Cette situation mérite une attention particulière de la part du régulateur, notamment concernant les modalités de compensation.

Altitude entend ainsi rappeler qu'elle partage pleinement l'objectif poursuivi par l'Arcep d'une couverture la plus large possible du territoire, mais que le renforcement des obligations qu'elle entend mettre en œuvre à cette fin doit nécessairement s'accompagner d'une action rapide et efficace destinée à garantir la couverture des surcoûts qui en résultent.

A défaut, l'efficacité de cette régulation serait compromise sur le long terme, au détriment de l'ensemble des acteurs et des utilisateurs finaux du réseau.

Annexes

1. Nouvelles obligations prévues par le projet

Nouvelles obligations OI	
Notion de logement et appétence à la fibre	<ol style="list-style-type: none"> 1. Echanger avec les propriétaires, syndicats de copropriété, gestionnaires des établissements et installations de la ZAPM pour identifier le besoin en fibre 2. Documenter et archiver tous les échanges ci-dessus, pour justifier la solution retenue 3. Vérifier les critères de "logement" : utilisé pour l'habitation, complètement fermé, indépendant 4. Vérifier si le "logement" en communauté est un logement de fonction ou non
Refus et blocages non imputable à l'OI	<ol style="list-style-type: none"> 5. Limiter les cas de blocage et refus tiers : envoi d'un courrier LRAR/mail pour chaque cas 6. Limiter les cas de blocage et refus tiers : contester la décision administrative de refus 7. Rechercher des solutions de déploiement ou raccordement alternatives viables 8. Fournir au tiers toutes les informations pour lui permettre d'effectuer son choix en connaissance de cause 9. Suivre les refus et blocage tiers : envoi d'un courrier de relance tous les trois ans 10. Suivre les refus et blocage tiers : envoi d'un courrier de relance à l'approche de la fermeture du cuivre (et tout évènement susceptible de modifier le comportement du tiers) 11. Documenter et archiver dans une base de données interne tous les échanges ci-dessus, pour justifier le refus, gel ou blocage (avec possibilité de les exploiter rapidement) 12. Identifier dans les fichiers IPE les IMB concernés par des refus et blocage tiers pour lesquels les diligences ci-dessus sont accomplies
Gels commerciaux imputables à OI	<ol style="list-style-type: none"> 13. Identifier dans les fichiers IPE les IMB concernés par un gel imputable à l'OI 14. Qualifier les gels : indication de motifs clairs et précis, la nature du gel, la date de début du gel 15. Identification et indication dans l'IPE d'une date de dégel prévisionnelle
IMB neufs	<ol style="list-style-type: none"> 16. Identifier tous les IMB dont la date du Permis de construire est postérieure à la MAD PM (IMB neufs) 17. Identifier tous les IMB livrés après la MAD PM 18. Identifier et contacter proactivement les programmes immobiliers neufs 19. Contacter les propriétaires des IMB signalés par le processus de signalement des données manquantes 20. Ajouter dans les fichiers IPE les IMB existants ou en cours de construction dès connaissance 21. Ajouter dans les fichiers IPE la date de délivrance des permis de construire des IMB livrés après la MAD PM 22. Ajouter dans les fichiers IPE si attente d'informations nécessaires pour rendre l'IMB raccordable 23. Identifier et renseigner dans les IPE la meilleure date prévisionnelle de livraison 24. Tenir à jour la date prévisionnelle de livraison
ZAC	<ol style="list-style-type: none"> 25. Réaliser le déploiement horizontal sur le domaine public des ZAC
Prestations associés au racco des immo neufs	<ol style="list-style-type: none"> 26. proposer une prestation de fourniture d'information relative à la localisation du PAR et ses spécifications techniques

2. [SDA]